

Pays : Iran

Sujet : Peut-on tout dire dans les médias et les réseaux sociaux ?

Commission : UNESCO

Depuis l'arrivée de l'Internet, les nouvelles possibilités qui ont accompagné son évolution n'a cessé d'impressionner l'Iran, et ont offert une toute nouvelle perspective du monde qui nous entourent et de la façon dont on comprend les choses. Bien que les aspects positifs ne soient pas peu, l'Iran s'est penché sur les nombreux dangers publics qui peuvent menacer l'intégrité et sécurité national du pays, et c'est particulièrement la propagation de l'information à travers les réseaux sociaux et les médias qui a toujours constitué une préoccupation majeure. Cette préoccupation s'est vu accroître dans les derniers mois en raison du COVID-19.

La pandémie du virus COVID-19 a été une catastrophe pour le monde entier, et l'Iran n'est pas une exception. L'Iran, étant victime de sanctions économiques qui ont empêché le pays de se bien défendre contre le virus, a due recourir à des décisions extrêmes, comme la prohibition de la répartition de journaux et magazines. Le Iran a depuis lors travailler avec l'OMS pour faciliter d'information basiques au citoyens iraniens sur le virus et a toujours fait de son mieux pour transmettre les actualités sur la pandémie à travers la télévision et radio.

L'Iran est membre de l'ONU et de l'OPEC, et comptait en 2016 plus de 175 journaux différents, 83 magazines, plus de 15.000 sites web d'information et 2 millions de blogs.

La constitution iranienne accorde de la liberté de presse aussi longtemps que sont respectés les principes islamiques et la sûreté de l'État. Chaque société éditrice de journal ou magazine est exigé d'avoir une licence de publication valide. Toute publication qui est perçue comme anti-islamique est retiré de sa licence de publication ou simplement n'est pas attribuer.

La désinformation et les bulles de filtres sont des sujets très fragiles qui sont rejetées par la délégation iranienne à l'UNESCO. Les différents objectifs posés sur la table sont par exemple l'élaboration et la mise en œuvre des normes prospectives en matière de transparence dans la publicité politique en ligne. L'Iran est consciente qu'il y'a encore du travail à faire, et est motivé dans la tâche de développer les compétences des citoyens en matière de médias et d'information au niveau national.

Vu que l'intérêt national de l'Iran est toujours de protéger ses citoyens en premier, et que l'histoire récente à montrer que c'est avec les médias et les réseaux sociaux qu'on bouleverse la mentalité des gens, l'Iran estime que non, on ne peut pas tout dire dans les médias et les réseaux sociaux. La délégation iranienne estime pour sa part que les limites doivent être imposés par chaque gouvernement particulier, puisque les situations politiques, culturelles et religieuses sont de caractère national, et qu'on ne peut pas arriver à des accords unilatéraux qui satisfassent tout le monde.

En visant à se moderniser et s'adapter au relations internationales, l'Iran cherche à développer ses propres projets comme la création de son propre Internet national. Ceci aiderait respecter les traditions religieuses et culturelles du pays et continuer dans la dynamique d'assurer son indépendance face aux dangers étrangers, tout en modernisant la manière dont l'Iran partage et reçoit l'information.